

# Législatives (France) - Face aux néo-fascistes, organisons la résistance !

vendredi 5 juillet 2024, par [PEPS](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juillet 2024).



Construisons un Front populaire de combat à la base et dans l'action

Cette fois, nous avons basculé dans la crise de régime. Le 7 juillet au soir, le risque de voir le R Haine au pouvoir sera peut-être devenu une réalité. Les résultats du premier tour sont sans appel. Avec 33 %, et déjà 39 députés élus dès le premier tour, il est le grand vainqueur de la dissolution décidée par Macron.

Celui-ci est déjà hors-jeu. Ses troupes sont réduites au minimum et divisées. Il aura précipité l'accession des néo fascistes au pouvoir. Il devra en rendre compte, et nous devons tout faire pour que sa démission advienne dans les mois qui viennent.

La période qui s'ouvre nous fait basculer dans l'inconnu. L'arrivée possible du RN au pouvoir est un fait politique que nous n'avons jamais connu. Pétain n'est pas une référence, il venait au pouvoir après une défaite face à l'Allemagne nazie. C'est la première fois qu'en France un pouvoir néo-fasciste arrive à la suite d'une élection légitimée par plus de 10 millions de voix. Nous devons avoir beaucoup d'humilité face à ce phénomène sans reprendre de vieilles recettes, le comprendre, l'analyser pour le combattre. La fin du macronisme et du bloc central laisse une extrême droite renforcée face à une gauche unie autour d'un programme de rupture. Ce programme, même insuffisant, doit permettre de constituer un bloc d'unité populaire répondant aux aspirations et aux besoins des classes populaires. Mais disons-le clairement, le compte n'y est pas. Bardella peut se pavaner car le Front Populaire n'a pas réussi son pari pour plusieurs raisons :

- 1. Le cartel des appareils a construit une coalition électorale sans pourtant créer les conditions d'un véritable Front populaire de combat** intégrant les organisations syndicales, les associations, les mouvements sociaux, les non encarté-e-s. La société civile est à côté de la coalition électorale mais n'en fait pas partie intégrante. Le Nouveau Front Populaire n'a pas, par exemple, appelé à la création de comités d'action locaux permettant de mobiliser des centaines de milliers de combattants anti - RN.
- 2. Le Front populaire de « Hollande à Poutou » est traversé par des contradictions entre des gauches qui n'ont pas créé les conditions d'un projet de société désirable.** C'est un Front défensif qui se définit contre un mouvement, le RN, qui lui propose un projet de société fondé sur l'ethno-nationalisme, l'exclusion de populations entières, des valeurs pétainistes, le refus de ce qui est différent. Nous devons opposer à ce projet de société non

seulement des mesures immédiates mais la vision d'une autre société. Notre projet repose sur la défense des classes populaires et du Vivant ; Il est fondé sur le principe de précaution, la politique de prévention, la sécurité sociale écologique, l'émancipation contre toutes les dominations, la démocratie par en bas.

- 3. Au sein de cette gauche, un mouvement, la France Insoumise, a un calendrier, celui de l'élection présidentielle qui de fait n'est pas celui de la défaite immédiate du RN.** Son objectif reste avant tout la volonté de rester la seule force politique face aux néofascistes. Dans cette optique, que le RN soit au pouvoir ou que l'Assemblée soit ingouvernable contribue à faire de son leader, Jean Luc Mélenchon, la seule alternative dans le cas d'une présidentielle anticipée ou non. Ce projet est cohérent mais profondément électoraliste. Il ne mise pas sur l'auto-organisation populaire mais sur un alignement des forces populaires autour d'un homme providentiel. D'où d'ailleurs la volonté de mettre au pas son mouvement en excluant la fraction jugée « droite » constituée autour de François Ruffin et de Clémentine Autain. Quoi que l'on pense de cette tactique, il faut d'abord la comprendre pour ne pas avoir d'illusion sur une victoire possible du Nouveau front Populaire dans ces conditions.

**Le reste de la coalition électorale de la gauche n'est pas non plus une garantie de la victoire du Nouveau front populaire.** Le PS est sous l'influence des sociaux-libéraux qui n'ont tiré aucune leçon de l'échec des politiques antisociales depuis quarante ans. Si une partie de ce courant accepte la logique de rupture du programme du NFP, elle est d'abord obsédée par sa volonté de reconquérir l'hégémonie perdue par la social-démocratie. Les écologistes affaiblis sont dans la même contradiction. Leur aile sociale libérale animée par Yannick Jadot n'a pas abandonné ses ambitions tandis que sa gauche affaiblie soutient l'option proposée par François Ruffin. La majorité du PCF en voulant revenir à la politique nationale-communiste de Marchais, n'a pas compris que l'adage - « on préfère toujours l'original à la copie » - est un principe de base de la politique. Son leader Fabien Roussel n'a pas été réélu car le candidat du RN voulait plus de police, de viande et de nucléaire que lui !

*Même si elles ont eu des résultats dérisoires, les sectes politique trotskistes (RP, LO, NPA-R, PT), en mettant sur le même plan NFP et RN, ont joué un rôle malsain. Le sectarisme de ces groupes qui mobilisent des centaines de militants sincères doit être dénoncé pour ce qu'il est : un dévoiement des idéaux qu'ils prétendent défendre dans un moment historique. Ils sont devenus des idiots utiles du RN.*

Que pouvons-nous faire dans cette situation critique pour la démocratie et surtout pour les fractions de notre peuple les plus menacées par la victoire du RN : les immigré·e-s, les jeunes des quartiers populaires issu·e-s de la colonisation, les femmes, les LGBTQI, les non valides, le mouvement associatif, les syndicats, les peuples d'outre-mer colonisés par la France... ?

**Nous devons acter une feuille de route claire pour le mouvement social :**

1. D'abord voter et faire voter le 7 juillet pour tous les candidat-e-s opposé-e-es au RN. Bien sûr, cela nous fait mal au bide de faire voter pour un défenseur de l'A69 dans le Tarn, pour Wauquiez en Haute-Loire, pour Darmanin à Tourcoing ou Borne dans le Calvados. Nous savons bien que le macronisme a été le marchepied du RN, qu'il y a une convergence entre sa politique néo-libérale et la politique raciste et autoritaire du RN. Nous ne nous faisons pas d'illusions. Mais nous estimons que le danger néo-fasciste immédiat est trop grave pour ne pas tout faire pour empêcher l'accession directe aux manettes de l'appareil d'État de la bande de racailles constituée par la famille Le Pen. Nos pensées vont d'abord à toutes celles et tous ceux qui seraient des victimes immédiates d'une majorité absolue du RN. Quand le feu est à la maison, on serre les dents et on ne barguigne pas. Ce sont les leçons de l'histoire de la

Résistance antinazie et antipétainiste, de la lutte contre l'OAS, de la résistance chilienne...

- • **Organiser la désobéissance civile en empêchant, en cas de victoire du RN, le fonctionnement normal des institutions à tous les niveaux.** Les fonctionnaires doivent s'organiser pour refuser d'obéir à des consignes anticonstitutionnelles ou contraires au droit imposant la préférence nationale, que ce soit dans l'appareil d'État, ou dans l'enseignement, la culture, l'éducation, la santé ou les Communes. Partout la résistance doit s'organiser pour protéger nos frères et nos sœurs immigrées, le droit des femmes et des personnes LGBTQI, les personnes handicapées. Quand l'autonomie des personnes vulnérables dépend autant des moyens humains et matériels que l'État et les collectivités leur octroient, il est facile de les réduire pour mettre en danger les populations discriminées.
- • **Construire la résistance dans la rue.** Les JO ne doivent pas se tenir normalement s'ils sont présidés par Bardella Premier Ministre. Nous devons dès le 7 juillet nous mobiliser dans la rue pour organiser l'ingouvernabilité des néofascistes en cas de majorité absolue. Le 14 juillet, doit devenir une gigantesque marche de la solidarité internationaliste, anticoloniale et antifasciste avec les Sans-papiers, les exilés, les binationaux, avec toutes celles et ceux qui sont menacés par le RN. Le 16 juillet, le mouvement écologiste doit converger au Village de l'eau dans le Poitou pour monter sa résistance et celle des ZAD à l'écofascisme et aux politiques anti-écologistes.
- • **S'organiser dans les Assemblées populaires citoyennes et les comités d'action du Nouveau Front populaire.** Ces derniers doivent s'organiser quel que soit le résultat des élections. Tout le pouvoir à ces Comités d'Action pour organiser la vigilance par rapport aux appareils de partis de gauche, pour imposer la volonté de ceux d'en bas, pour préparer les prochaines échéances électorales comme les présidentielles, les législatives et surtout les municipales de 2026, qui seront pour nous l'occasion d'imposer les communes comme les contre-pouvoirs de base face au chaos provoqué par le RN. Notre rôle est de tout faire pour aider à l'auto organisation, à l'entraide, à la création de réseaux de solidarité, au développement de fronts de lutte dans tous les domaines (social, antiraciste, anticolonial, antipatriarcal, antivalidiste, culturel, médias...)
- • **Renforcer le Nouveau Front Populaire en proposant un processus constituant à la base autour d'un projet de société désirable.** Cette dynamique fondée sur le principe du commun, l'autogestion, la décroissance choisie et le respect du Vivant, l'autonomie et l'émancipation collective des individus contre toutes les dominations suppose d'en finir avec la V<sup>e</sup> République. Elle suppose qu'une autre Constitution est possible en partant des expériences de démocratie directe, comme les formes communalistes ou municipalistes expérimentées par les Gilets Jaunes à l'Assemblée des Assemblées, les comités de grève interprofessionnels lors du mouvement des retraites, ou encore les centaines de comités locaux qui composent le mouvement écologiste des *Soulèvements de la terre*, les utopies réalistes comme la Sécurité sociale alimentaire ou les listes municipalistes. Le programme même limité du NFP a repris des revendications du Mai rampant français depuis Nuit Debout et les Gilets Jaunes : RIC, abolition du 49/3, abolition de la réforme des retraites et des lois immigration et séparatisme, moratoire sur les méga bassines...
- • **Poser la question de l'autodéfense populaire.** Face aux néofascistes, la défense de nos frères et nos sœurs immigré·es va être l'échéance immédiate. La défense de nos rassemblements, de nos manifestations, de la liberté d'expression et de réunion vont devenir des éléments sensibles. Empêcher les expulsions, organiser des brigades de solidarité et d'autodéfense populaire va devenir un enjeu contre la montée inexorable des milices fascistes identitaires. La lutte antiraciste, contre l'islamophobie, la négrophobie, l'antitsiganisme va être au premier plan.
- • **Développer la solidarité internationaliste.** Notre devoir internationaliste doit être aussi au premier plan. Le soutien aux peuples palestinien, ukrainien, aux peuples colonisés par la

France, et notamment le peuple Kanak doivent être des tâches essentielles. Car la montée de l'extrême droite n'est pas un phénomène franco-français. Les Trump, les Poutine, les Modi, les Erdogan, les Milei, les Meloni sont dans le monde, partout à l'offensive. Ils ont soufflé sur les braises de la mondialisation capitaliste, sur la poly-crise démocratique, sociale, écologique, bio climatique, sur les défaites à répétition de la gauche et de ses avatars communistes et sociaux-démocrates. Nous avons besoin d'un nouvel internationalisme qui renoue avec les traditions de la Commune de Paris, des révolutions mexicaines et espagnoles, des révolutions anticoloniales, de l'écologie décoloniale des peuples indigènes, de l'écologie sociale appliquée au Chiapas et au Rojava.

- **Participer à l'organisation d'une aile marchante, combative et déterminée du Front Populaire.** Face à l'urgence de la situation politique, PEPS considère qu'il est urgent de constituer un pôle de la gauche et de l'écologie de combat au sein du Nouveau Front Populaire quel que soit l'avenir de ce Front. Car les élections ne sont que le début du combat frontal qui commence. C'est pourquoi PEPS a décidé de rejoindre l'Alternative aux côtés d'Ensemble !, du NPA A, de Rejoignons-nous. Nous avons pris l'initiative d'une réunion politique et festive au Cirque électrique à Paris le 27 juin, qui a démontré la possibilité d'un Front Populaire de combat, lié aux mouvements sociaux antiracistes, féministes, écologistes, internationalistes. L'Alternative, si elle ne peut constituer une nouvelle organisation politique en l'absence d'une ossature idéologique et politique autour de l'écologie de rupture, doit permettre de construire un pôle politique de référence sous une forme souple, une coopérative ou une fédération permettant de prendre des initiatives politiques en commun, de mutualiser des moyens, de concentrer les forces d'une gauche radicale, écologiste, autogestionnaire qui ne lâche rien et respecte la diversité et l'unité du mouvement social. D'autres forces pourraient s'agréger à cette maison commune à l'instar de l'UCL ou l'Offensive avec laquelle nous avons collaboré durant ces élections législatives. Cependant, pour PEPS, l'échéance importante reste la préparation des élections municipales de 2026 où des centaines de listes municipalistes, communalistes et citoyennes pourront constituer des contre-pouvoirs face à la montée du néo fascisme. C'est dans cet esprit que nous participerons dans cet esprit aux rencontres de Fréquence Commune en août ou que nous soutenons la démarche de l'Assemblée nationale des Quartiers.

Enfin nous nous félicitons de la victoire dès le premier tour de notre camarade, le député LFI PEPS, Andy Kerbrat à Nantes, des bons résultats de Sergio Coronado, cofondateur de PEPS dans la circonscription d'Amérique du Sud des Français de l'étranger ou d'Amal Bentounsi en Seine et Marne.

Notre perspective est claire : le temps n'est pas à l'incarnation par un homme providentiel, mais à l'unité antifasciste pour une société alternative à celle, raciste et discriminatoire proposée par le R-Haine. Le temps est venu de construire un réseau de résistance, de tisser un maillage de contre-pouvoirs populaires, de nouer de nouvelles alliances et de déployer de nouvelles stratégies, en étant ouverts à toutes celles et ceux qui refusent de voir notre vie basculer dans la régression sociale et écologique. La démocratie n'est pas une posture électorale et un jeu politicien. C'est le mode de vie et d'organisation par en bas de toutes celles et de tous ceux qui sont dépossédé-e-s du pouvoir.

**Vive la Commune et le Pouvoir Populaire ! No pasaran !**

---

---

**P.-S.**

• PEPS. 3 juillet 2024 :

<https://confpeps.org/face-aux-neo-fascistes-organisons-la-resistance/>